

107,5 millions pour l'enseignement supérieur, ce n'est qu'un début...

Alors que les recteurs réclament 15 millions d'euros de refinancement immédiat, Marcourt a retracé les balises du refinancement. Tout en sachant qu'il faudra encore plus d'argent que les 107,5 millions promis.

NATHALIE BAMPS

Le projet de refinancement de l'enseignement supérieur de Jean-Claude Marcourt, qui vise à donner une solide bulle d'oxygène aux universités et hautes écoles, est en cours d'élaboration. Mais les recteurs d'universités trépignent, et se disent déjà étranglés par le nombre croissant d'étudiants.

Mardi, en marge de l'audition au parlement des deux hauts responsables de l'Ares (la nouvelle coupole de l'enseignement supérieur), Marcourt a été assailli de questions, les députés relayant la dernière demande des recteurs, soit un déblocage d'urgence d'une enveloppe de 15 millions d'euros, en attendant la révision du financement.

«Pas de panique, ça va venir». C'est le message qu'a envoyé le ministre, alors que le président de l'Ares lui-même, Philippe Maystadt, plaïdait devant l'assemblée pour un refinancement conséquent des universités et hautes écoles.

Jean-Claude Marcourt a été très clair. D'une part, un montant de 2 millions d'euros, provenant du refi-

ancement promis en... 2009, doit encore être débloqué. À cela s'ajoutent les 10 millions d'euros inscrits dans le projet de budget pour 2016. «Je présenterai ce projet de budget prochainement en commission», a promis Marcourt. Cela porte le montant à 12 millions d'euros. Il manque donc 3 millions d'euros pour satisfaire les besoins des unifs. Mais elles devront encore se serrer un peu la ceinture en attendant des jours meilleurs... «Il est évident que 10 millions d'euros de refinancement pour l'enseignement supérieur en 2016 représentent une somme très nettement insuffisante au regard des besoins des institutions, a admis Jean-Claude Marcourt. Mais dans le contexte budgétaire encore très difficile, ce montant doit être considéré comme un geste fort.»

107,5 millions, un début

Et sur le long terme, à quoi doit-on s'attendre? L'accord de gouvernement prévoit un refinancement de 107,5 millions d'euros d'ici 2019. «Il faudra certainement plus que cela, a déclaré Philippe Maystadt, en rappelant que la Belgique était le seul pays de l'UE à consacrer moins d'argent, par tête d'élève, à l'enseignement supérieur comparé à l'enseignement secondaire. «Cela pose question, d'autant que nous sommes aussi un des seuls pays de l'OCDE où le taux d'accès à l'enseignement supérieur stagne». Or, si l'on veut pouvoir augmenter le nombre d'étudiants

(plus rapidement que la hausse démographique), il faudra beaucoup de moyens... Marcourt ne le nie pas. Pour lui, les 107,5 millions à l'horizon 2019 sont un début, il ne faudra pas s'arrêter là.

La révision du mode de financement des universités et hautes écoles devrait en tout cas permettre de combler le déficit accumulé depuis 15 ans. Les recteurs ont déjà rendu leur proposition. Marcourt attend encore celle des hautes écoles. Il espère pouvoir présenter un texte dans le courant de l'année 2016. «Ce qui signifie, insiste-t-il, qu'il ne sera pas possible de sortir de l'enveloppe fermée dès la rentrée 2016».

Ce qui est déjà certain, c'est que le financement se fera en partie sur base du nombre d'étudiants, mais aussi sur base d'autres critères, ce qui permettra de limiter la concurrence entre les institutions qui se lancent dans une course pour attirer un maximum de jeunes en leur sein. «Je souhaite aussi que chaque institution ait la garantie d'avoir un financement égal à celui d'avant la réforme», a ajouté Marcourt.

«Il ne sera pas possible de sortir de l'enveloppe fermée dès la rentrée 2016.»

JEAN-CLAUDE MARCOURT
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR